

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE

Conseil d'administration du 09-02-2023



SOMMAIRE

1. DEBAT D’ORIENTATION BUDGETAIRE 2023 (DOB)	3
2. LA SITUATION FINANCIERE DU CENTRE DE GESTION	4
2.1 Les résultats 2022	4
2.2 L’exécution budgétaire de l’exercice 2022	7
2.3 La dette	8
3. LES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR 2023	10
3.1 Contexte général de la préparation budgétaire des Centres de Gestion	10
3.2 Le pôle Ressources	11
3.3 Le pôle Statut	13
3.4 Le pôle Médical	14
3.5 Le pôle Développement de l'Emploi Public et Numérique	15
4. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023	17
4.1 La maitrise des dépenses de fonctionnement	17
4.2 Les dépenses d’investissement	18
5. EVOLUTION PREVISIBLE DES EFFECTIFS AU COURS DE l’ EXERCICE 2023	19

1. DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2023 (DOB)

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Ainsi, selon l'article 33 du décret n°85-643 du 26 juin 1985 relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, un débat a lieu au Conseil d'Administration sur les opérations générales du budget.

Ce débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Les objectifs du DOB sont les suivants :

- La maîtrise de la masse salariale ;
- Un effort pour contenir les dépenses courantes ;
- Le maintien d'une capacité d'investissement suffisante.

Le rapport d'orientation budgétaire (ROB) est le document de base du débat d'orientation budgétaire qui commence le cycle budgétaire des régions, des départements, des communes de plus de 3.500 habitants, et de leurs établissements publics administratifs (EPA).

Il doit permettre aux élus :

- de discuter des priorités qui seront affichées dans le budget primitif,
- d'être informé sur l'évolution de la situation financière,
- de s'exprimer sur la stratégie financière de l'établissement.

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique, qui donne lieu à un vote.

Le présent rapport s'inscrit dans un contexte intégrant les principaux éléments suivants :

L'action et les missions des Centres de Gestion s'inscrivent en 2023 dans un contexte d'une situation mondiale exceptionnelle ajoutant à l'urgence climatique une crise sanitaire majeure et toujours présente, aux impacts sociaux et économiques immédiats.

2. LA SITUATION FINANCIERE DU CENTRE DE GESTION

2.1 Les résultats 2022

L'excédent de fonctionnement au compte administratif 2022 devrait s'élever à **1.418 063 €** pour le résultat de l'exercice, auquel on ajoute le résultat antérieur reporté de **2.459 218 €**, soit un excédent de fonctionnement total pour 2023 qui s'élèverait à **3.877.281 €**.

En investissement, le résultat constaté au terme de l'exercice est positif et s'élève à **915 210 €**. Cumulé avec le résultat antérieur reporté excédentaire des exercices précédents de **2 751 510 €**. Le résultat à reprendre au budget primitif 2023 serait donc de **3 666 720 €**.

Ces résultats provisoires sont bien entendu à confirmer par l'analyse du compte de gestion du trésorier.

Dépenses de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2020	ANNEE 2021	ANNEE 2022
011	Charges à caractère général	1.415.685 €	1.465.467 €	1 634 495 €
012	Charges de personnel	5.195.721 €	5.166.733 €	5 861 362 €
65	Autres charges de gestion courante	902.798 €	772.764 €	1 008 176 €
66	Charges financières	141.186 €	133.242 €	125 230 €
67	Charges exceptionnelles	166.334 €	43.458 €	493 €
68	Dotations aux amortissements	178.976 €	225.919 €	254.709 €
TOTAL	Dépenses de Fonctionnement	8.000.702 €	7.807.584 €	8 884 465 €

Recettes de Fonctionnement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2020	ANNEE 2021	ANNEE 2022
013	Atténuation de charges	451.843 €	234.477 €	847 620
66	Intérêts des emprunts	35.113 €	33.209 €	31 312
70	Ventes de produits et prestations	7.692.503 €	8.265.239 €	9 108 955
74	Dotations, subventions et participations	123.104 €	122.785 €	17 805
75	Autres produits de gestion courante	71.755 €	73.752 €	72 086
77	Produits exceptionnels	270.904 €	270.615 €	224 750
78	Reprises sur amortissements et provisions			
TOTAL	Recettes de Fonctionnement	8.645.224 €	9.000.078 €	10 302 528 €

Dépenses d'Investissement : Réalisées (Comparatif sur 3 ans) :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2020	ANNEE 2021	ANNEE 2022
10	Dotations Fonds divers	0 €	0 €	0 €
16	Emprunts et dettes assimilées	185.792 €	189.860 €	194 172 €
20	Immobilisations incorporelles	92.398 €	155.348 €	17 660 €
21	Immobilisations corporelles	105.273 €	89.712 €	145 947 €
23	Immobilisations en cours	4.470 €	281.615 €	29 570 €
27	Dépôts et cautionnements versés	0 €	2.500 €	3 250 €
TOTAL	Dépenses d'Investissement	387.934 €	719.037 €	390 599 €

Recettes d'Investissement : Réalisées Comparatif sur 3 ans :

CHAPITRES	LIBELLES	ANNEE 2020	ANNEE 2021	ANNEE 2022
10	Dotations, Fonds divers et réserves	82.127 €	2.027.959 €	1 021 761 €
13	Subventions d'Investissement	0 €	0 €	0 €
16	Emprunts et dettes assimilées	33.209 €	31.311 €	29 339 €
20	Immobilisations incorporelles	90.401 €	711 €	0 €
21	Immobilisations corporelles	0 €	14.666 €	0 €
23	Immobilisations en cours OBO	0 €	4.869 €	0 €
27	Dépôts et cautionnement versés	1.100 €	1.589 €	0 €
28	Amortissements des immobilisations	178.976 €	225.919 €	254 709 €
TOTAL	Recettes d'Investissement	296.124 €	2.396.716 €	1 305 809 €

2.2
L'exécution budgétaire de l'exercice 2022

L'exécution budgétaire 2022 de la section de fonctionnement :

	Dépenses réalisées	Recettes réalisées	Résultat de l'exercice 2022
Section de Fonctionnement	8 884 465 €	10 302 528 €	1 418 063 €

L'exécution budgétaire 2022 de la section d'investissement :

	Dépenses réalisées	Recettes réalisées	Résultat de l'exercice 2022
Section d'Investissement	390 599 €	1 305 809 €	915 210 €

2.3 La dette

Le Centre de Gestion devra s'acquitter d'un montant total de capital restant dû correspondant au montant total des prêts en cours, qui se décompose comme suit pour l'année 2023 :

- * **169 316 €** en remboursement du capital contre 162 861 € en 2022
- * **89 612 €** en intérêts, contre 95 891 € en 2022

Répartition des emprunts par organisme prêteur :

Organisme prêteur	Capital restant à rembourser
DEXIA CLF BANQUE (fin 2038)	2.021.560.35 €
CAISSE D'EPARGNE (fin 2027)	248 577.95 €

Tableau des ratios financiers 2020-2022 :

Années	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement	8 648 445 €	9 000 078 €	10 302 528 €
Dépenses de fonctionnement (sauf frais financiers)	7 867 612 €	7 705 654 €	8 790 547 €
Epargne de gestion	780 833 €	1 294 424 €	1 511 981 €
Frais financiers Intérêts des emprunts	107 977 €	101 931 €	93 918 €
Epargne brute ou capacité d'autofinancement	672 856 €	1 192 493 €	1 418 063 €
Remboursement en capital de la dette	150 679 €	156 651 €	162 861 €
Epargne nette	522 177 €	1 035 842 €	1 255 202 €
Charges de la dette	0.03	0.03	0.02
Taux d'endettement	0.32	0.27	0.21
Capacité de désendettement	4.08 ans	2.04 ans	1.51 ans

L'épargne de gestion : C'est la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement hors frais financiers (intérêts de la dette). C'est le montant à la disposition de l'établissement avant remboursement des annuités de la dette qui ne tient donc pas compte de la politique d'endettement.

L'épargne brute ou la capacité d'autofinancement : Pour simplifier les calculs, il suffit de déduire de l'épargne de gestion les intérêts de la dette.

L'épargne nette ou autofinancement disponible : C'est l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette.

La charge de la dette : Elle correspond au montant de l'annuité emprunt (intérêts + capital) divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Pour 2022, ce montant est égal à $93\,918 + 162\,861$ soit $256\,779 / 10\,388\,993 = 0.02$

Le taux d'endettement : Il correspond à l'encours de la dette divisé par les recettes réelles de fonctionnement. Cela souligne le nombre d'années nécessaires à l'établissement pour rembourser la totalité de sa dette. Soit $2\,270\,138 / 10\,388\,993 = 0.21$ ans.

La capacité de désendettement : Elle est calculée en divisant l'encours de la dette par l'épargne brute soit : $2\,270\,138 / 1\,504\,528 = 1.51$ ans. Cet indicateur permet de véritablement mesurer la solvabilité du Centre de Gestion en calculant le nombre d'années d'épargne qui est nécessaire pour rembourser la totalité de son encours de la dette.

Le ratio trésorerie en nombre de jours : Montant du solde de trésorerie / dépenses réelles totales le tout multiplié par 360
 $(7\,513\,923 / 8\,884\,465) \times 360 = 304$ jours de dépenses contre 284 jours en 2022.

3. LES ORIENTATIONS PROPOSEES POUR 2023

3.1 *Contexte général de la préparation budgétaire des Centres de Gestion*

2022 a été l'année des nouvelles réalités, tant sur le plan climatique qu'économique : envolée des prix, notamment de l'énergie, succession de canicules et d'incendies, vague de sécheresse massive, retour de la guerre en Europe... A la crise sanitaire mondiale et à la crise environnementale s'est ainsi ajoutée une crise de l'énergie, dont on sait qu'elle a d'ores et déjà des conséquences immédiates et concrètes non seulement sur nos collectivités et établissements, mais également sur les habitants et les entreprises qui déjà lourdement impactées par les mesures de confinement liées à la pandémie, font désormais face à une augmentation massive de certaines dépenses.

Nos collectivités, vos établissements et par la même notre établissement sont également touchés. Les élus locaux sont en première ligne de ces changements profonds, qui réinterrogent structurellement nos actions, avec le souci également de concilier un impératif de solidarité et de transition écologique avec ces nouvelles contraintes.

La sobriété doit désormais être à la mesure des choses. Face à la crise de l'énergie et à l'inflation, nos collectivités et établissements doivent adapter leur fonctionnement et faire des choix tout en maintenant le cap de la transition sociale-écologique, la préparation d'un avenir plus durable et plus désirable, la lutte contre les inégalités.

Notre établissement bien qu'impacté par ce contexte dispose de finances saines, c'est ce qui nous permettra en 2023, de maintenir les ambitions fixées en matière d'investissement notamment dans la réalisation de nos travaux de réhabilitation de certains ateliers.

Toutefois, il convient de rester prudent devant les incertitudes liées au contexte économique et budgétaire national et international avec comme précisé ci-avant, la guerre en Ukraine et son évolution qui est venue s'ajouter à la crise sanitaire toujours présente. Un produit intérieur brut, PIB qui a stagné avec une production qui a reculé dans les économies du G20. Ainsi pour 2023, la croissance prévisionnelle du PIB français s'établirait à 0.60 % contre une projection de 2.60 % en 2022. Une inflation qui s'est généralisée et qui atteint des niveaux records avec un pic inédit depuis les années 1980. Pour 2023, la Banque de France prévoit une inflation d'ensemble de 4.70%. Et enfin, des taux d'intérêts qui connaissent une forte augmentation depuis le 2^{ème} trimestre 2022 passant de 0.14 % fin 2021 à 1.82 % en cette période. Les prévisions pour 2023 laissent supposer une augmentation modérée mais continue des taux.

Concernant la loi de finances 2023, les priorités affichées de celle-ci sont le soutien au pouvoir d'achat, la transition écologique, l'éducation et la sécurité. Pour atteindre les objectifs budgétaires attendus au niveau européen, la participation des collectivités au redressement des comptes publics est affichée.

Un contrat de confiance a été évoqué, il est attendu des collectivités de contenir leurs dépenses de fonctionnement sous un seuil fixé à inflation diminué de 0.50%. Le solde du compte au trésor des collectivités a atteint en 2021 un niveau record de 76 milliards d'euros, permettant selon l'état aux collectivités d'apporter une contribution au redressement des comptes publics.

Sur un niveau plus proche, rappelons également que notre établissement a en fin d'année revu le montant de sa cotisation additionnelle à la baisse en faisant passer celle-ci au 01^{er} janvier 2023 à un taux de 0.45 % au lieu de 0.50 %, soit une diminution de nos recettes estimées à près de 250 000 euros au titre de l'année 2023, tout en maintenant une offre de service identique et même renforcée.

Ainsi plusieurs mesures vont impacter le budget primitif du Centre de Gestion mais également les budgets de vos collectivités et établissements. On peut ainsi citer à titre d'exemple :

- L'augmentation du coût de l'énergie
- Une inflation importante sur certains produits

- L'augmentation du coût de réalisation des travaux avec l'augmentation des matières premières
- L'augmentation du point d'indice des traitements de la fonction publique (+3.50% au 01/07/2022)
- L'évolution à la hausse des taux d'intérêts.

Au niveau du Centre de Gestion du Pas-de-Calais, cette année 2022 fut l'année des élections professionnelles, avec le renouvellement des instances représentatives du personnel avec, outre les commissions administratives paritaires, les comités sociaux territoriaux issus de la fusion des comités techniques et des comités d'hygiène et de sécurité, des instances qui sont autant d'acteurs du dialogue social dans la fonction publique territoriale.

Comme à chaque renouvellement de ces instances, s'en suivra la négociation avec les organisations syndicales représentatives des droits syndicaux que notre établissement accorde au niveau départemental. Ainsi outre les crédits d'heures relatifs aux autorisations spéciales d'absence et aux décharges d'activité de services, il appartient à notre établissement de procurer à ces organisations les moyens nécessaires à leur fonctionnement et donc à l'exercice du droit syndical.

Comme de coutume nous accompagnerons l'ensemble des collectivités et établissements dans la mise en place des réformes nationales. Ainsi notre offre s'est étoffée et sera encore renforcée sur l'étude des textes juridiques ainsi que sur l'étude des situations administratives des agents. Les sollicitations sont en effet nombreuses et portent sur de nombreux domaines relatifs à la gestion des ressources humaines. On peut ainsi citer la gestion de la rémunération, la gestion de la protection statutaire et des positions administratives inhérentes notamment à la gestion des arrêts, la retraite qui fera sans aucun doute l'objet de nombreuses questions des collectivités mais également des interrogations des agents, le recrutement et le conseil en recrutement, la mobilité des agents.

Enfin, suite au contrôle opéré par la Chambre Régionale des Comptes sur notre établissement, nous mettrons en place les actions et les préconisations figurant au rapport d'observation qui vous sera présenté dans le cadre de cette réunion.

De nombreux « chantiers » ont été mis en place en 2022, et se verront poursuivis et développés en 2023.

Au niveau des différents pôles du Centre de Gestion du Pas-de-Calais, les principales actions portent sur :

3.2 Le pôle Ressources

De la M 832 à la M57 :

Le service des Finances a préparé le passage à la M57, nomenclature commune à toutes les collectivités, qui sera obligatoire au 1^{er} janvier 2024. La M 832, nomenclature comptable historique de notre établissement a donc été transposée en M57 en tenant compte des spécificités propres des Centres de Gestion. Par anticipation, notre établissement a décidé de sauter le pas et de passer sur cette nouvelle norme comptable au 01^{er} janvier 2023. Vous avez d'ailleurs été amené à délibérer sur ce sujet lors du dernier Conseil d'Administration de décembre 2022.

Ce passage a nécessité de nombreux échanges avec la trésorerie et de nombreux webinaires avec le prestataire informatique à savoir, CIRIL Finances pour que celui-ci s'opère dans de bonnes conditions.

La transposition sera donc rendue effective lors de la présentation du budget primitif 2023 avec les nouveaux états correspondants et la nouvelle trame de présentation officielle.

La paie à façon :

Le service est mis en place et la paie de janvier a été réalisée, non sans une certaine anxiété par le service devant le travail à réaliser. De nombreuses complications sont venues entraver le plan d'action arrêté en octobre. Le service a donc réalisé en janvier sa première paie à façon pour les communes de Guarbecque, Roeux, Campagne les Boulonnais, Croisilles, Sallaumines et enfin Rang du Fliers, et ceci bien entendu en sus de la paie des agents de l'établissement soit un total pour janvier de 500

paies réalisées en sus de celles des agents du Centre de Gestion. Une nouvelle phase de communication sera lancée dans ce premier trimestre afin de recenser les collectivités et établissements intéressés par cette mission pour permettre une prise en charge en amont, et ainsi faire face aux difficultés inhérentes à la récupération et la saisie des informations.

L'extension du Bâtiment/ Réhabilitation des ateliers :

Comme exposé lors du dernier Conseil d'Administration, les travaux de réhabilitation ont débuté par le curage et le désamiantage des surfaces et des bâtiments concernés. La fin de cette première phase s'est déroulée de la mi-décembre 2022 à mi-janvier 2023. Les marchés de travaux proprement dit ont été lancés par Territoires 62, avec une date limite de réception des offres prévue au 30 janvier 2023 à 12 heures. 11 lots sont ainsi inscrits au règlement de consultation des entreprises.

Pour mémoire il convient de préciser que le montant prévisible de l'opération s'élève désormais à 4 000 000 euros TTC et ceci suite à la prise en compte des surcoûts rencontrés, des modifications souhaitées par le CDG ou encore demandées par l'architecte des Bâtiments de France, mais également de l'augmentation des indices du coût de la construction et des matériaux.

Sur cette base, un démarrage prévisible des travaux est envisagé pour avril ou mai 2023.

L'assurance statutaire / PSC :

Le service Assurances statutaires/PSC continue d'enregistrer de nouveaux adhérents sur les offres proposées. En fin d'année 2022, de nombreuses collectivités ont souhaité adhérer à notre offre assurantielle afin de pallier à la résiliation des contrats passés auprès de certains assureurs qui souhaitent se retirer du marché. On observe également une augmentation importante des taux portant sur l'assurance des biens immobiliers. Une flambée des prix avec pour conséquence une hausse du budget assurance des collectivités ou l'acceptation de franchises importantes.

2023, sera par ailleurs l'année de relance de notre contrat groupe d'assurances qui concerne actuellement 7 lots structurés par taille de collectivités et couvrant les personnels relevant de la CNRACL et de l'IRCANTEC. Ces contrats regroupent près de 380 collectivités et établissements et enregistrent un potentiel de 15 000 agents dont le poids financier représente près de 21 millions d'euros de cotisations pour les assureurs.

Au niveau de la protection sociale complémentaire, nous enregistrons également de nouvelles arrivées sur nos contrats santé et prévoyance. Les communes anticipent ainsi les obligations qui seront les leurs en 2025 et 2026 sur les montants de participation minimum, ou alors plus simplement décident de faire bénéficier leurs agents de nos offres sur ces 2 vecteurs. Ainsi même si notre contrat prévoyance a connu une relance fin 2021 pour un effet au 01^{er} janvier 2022, nous sommes quasiment sur le même niveau d'adhérents que le contrat précédent. Au niveau du contrat santé qui nous lie à la MNT, il convient de préciser que les prix proposés en 2019 au titre des garanties souscrites sont inchangés depuis et ne connaîtront pas d'augmentation pour cette année 2023.

Par ailleurs, il a été pourvu au remplacement de notre collègue à compter de novembre 2022 en interne, par le reclassement d'un agent qui officiait auparavant au pôle médical. C'est donc sans augmentation de la masse salariale issue d'un recrutement pour notre établissement, mais par un redéploiement de personnel que cette opération a été conduite.

3.3 Le pôle Statut

Le socle commun :

Le socle commun est désormais au complet. L'ensemble des collectivités et établissements du département nous ont rejoints sur les missions proposées. Au 01^{er} janvier 2023, la ville de Calais et son CCAS, mais également Grand Calais Terres et Mers, viennent compléter le nombre des adhérents.

Pour rappel les missions relevant du socle commun de compétences sont :

- Les secrétariats du Conseil Médical
- L'assistance juridique statutaire avec notamment le référent déontologue
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite, avec notamment le partenariat CNRACL.

Les élections professionnelles et les droits syndicaux :

Comme exposé ci-avant, le service Carrières a été sollicité de manière forte pour l'organisation des élections professionnelles qui permettent le renouvellement des instances de gestion du personnel territorial. S'en suit après cette phase, la traditionnelle négociation avec les organisations syndicales représentatives sur l'attribution des droits syndicaux. Notre établissement a depuis de nombreuses années maintenant, instauré la rédaction d'un protocole d'accord retraçant les droits et obligations des parties respectives. Ainsi outre les crédits d'heures syndicales figurent les moyens matériels et logistiques mis en place pour l'exercice de ce droit.

Bien entendu, la part la plus importante des dépenses repose sur les crédits d'heures que doit rembourser le Centre de Gestion aux collectivités et établissements dont les agents ont été désignés pour bénéficier de décharges syndicales ou d'autorisations d'absences.

Le renforcement de notre expertise juridique en appui aux collectivités :

Le Centre de Gestion devant la demande croissante a souhaité recruté dans un premier temps un juriste afin d'accompagner les collectivités par un appui juridique, non seulement sur les textes relatifs à la fonction publique, mais également sur la résolution de situations complexes nécessitant un éclairage juridique précis et concret. Ce service s'est ensuite renforcé par le recrutement d'un second juriste travaillant en étroite collaboration, et ceci de par son implantation, au sein du service Carrières.

Si les réponses apportées, aux dires des collectivités et établissements demandeurs sont de bonne qualité et répondent aux attentes, les temps de traitement semblent longs. Il est donc envisager de pouvoir au recrutement d'un juriste supplémentaire pour étoffer le service et ainsi de réduire la durée d'attente d'une demande de renseignements.

Par ailleurs, ce service ne se limite pas aux questions juridiques extérieures ou du service Carrières. Il est également sollicité par les services de l'établissement en appui technique et juridique notamment dans la rédaction de la plupart de nos actes.

3.4 Le pôle Médical

La médecine professionnelle et le service prévention handicap :

Le service de médecine professionnel bénéficie de locaux supplémentaires sur l'antenne de Boulogne-sur-Mer avec la réalisation de travaux et la réception de ceux-ci en fin d'année 2022. Ces locaux nous ont permis d'accueillir un infirmier supplémentaire et un psychologue du travail afin de renforcer les équipes. Le départ d'un de nos médecins ne donnera pas lieu à son remplacement par un agent de grade identique, mais il est convenu avec le médecin encore en place de renforcer l'équipe par le recrutement d'un infirmier supplémentaire et de développer ainsi les entretiens infirmiers. L'équipe à terme sera donc composée d'un médecin et de 3 infirmiers pour cette mission sur Boulogne-sur-Mer.

Bien que contrarié par les difficultés inhérentes à la fourniture et la livraison de certains matériaux, nos collègues de Boulogne-sur-Mer bénéficient d'un cadre de travail approprié et entièrement rénové pour l'exercice de leur mission.

Le développement d'une antenne de médecine professionnelle sur le secteur de Lens est toujours d'actualité. Le Centre de Gestion a ainsi pris en location un bâtiment destiné à accueillir cette mission. Le recrutement d'un médecin du travail et d'un infirmier va être lancé dans le cadre du premier semestre. Le recours à un cabinet spécialisé en la matière sera sans doute nécessaire pour pourvoir à ce recrutement dans les meilleures conditions.

La dernière convention triennale passée entre le Centre de Gestion du Pas-de-Calais et le FIPHFP s'est terminée le 30 septembre 2022. L'ensemble des objectifs fixés ont été rempli, ce qui devrait donner lieu au versement du solde de la subvention dont le montant total s'élevait à 302 000 euros. Un solde de 60 000 euros devrait donc nous parvenir en ce début d'année.

Une nouvelle convention a donc été présentée et validée par le Comité Local du FIPHFP dans sa réunion en date du 13 décembre 2022, et la prochaine convention, c'est-à-dire la cinquième devrait être signée en ce début d'année. Les objectifs ont été revus à la hausse et leur bon accomplissement permettra au Centre de Gestion de recevoir une somme de 328 000 euros au total. Cette nouvelle convention se déroulera sur la période du 01^{er} octobre 2022 au 30 septembre 2025.

Le renforcement de notre expertise juridique en appui aux collectivités :

Le Centre de Gestion devant la demande croissante a souhaité recruté dans un premier temps un juriste afin d'accompagner les collectivités par un appui juridique, non seulement sur les textes relatifs à la fonction publique, mais également sur la résolution de situations complexes nécessitant un éclairage juridique précis et concret. Ce service s'est ensuite renforcé par le recrutement d'un second juriste travaillant en étroite collaboration, et ceci de par son implantation, au sein du service Carrières.

Si les réponses apportées, aux dires des collectivités et établissements demandeurs sont de bonne qualité et répondent aux attentes, les temps de traitement semblent longs. Il est donc envisager de pouvoir au recrutement d'un juriste supplémentaire pour étoffer le service et ainsi de réduire la durée d'attente d'une demande de renseignements.

Par ailleurs, ce service ne se limite pas aux questions juridiques extérieures ou du service Carrières. Il est également sollicité par les services de l'établissement en appui technique et juridique notamment dans la rédaction de la plupart de nos actes.

3.5 Le pôle Développement de l'Emploi Public et Numérique

Concours et examens :

L'année 2022, et ceci dans le cadre du schéma de mutualisation entre les Centres de Gestion des Hauts de France, a fait l'objet d'une renégociation des conventions concours qui nous lient et qui prévoit notamment les modalités de transferts financiers, notamment de l'enveloppe versée par le CNFPT au Centre de Gestion coordonnateur et qu'il doit ensuite redistribuer aux Centres de Gestion organisateurs.

Rappelons que nous avons également ouvert pour le compte du SDIS 62, le concours de Sergent de Sapeurs-Pompiers dont les premières épreuves se sont déroulées en janvier 2023. Cette demande émanant du SDIS démontre le professionnalisme de nos équipes et de nos établissements en la matière.

Pour 2023, notre établissement organisera le concours de Rédacteur, ainsi que l'une des disciplines du concours national de professeur d'enseignement artistique dans la spécialité trompette. Au total 11 concours et examens à prendre en charge avec accueil de 6 épreuves de concours organisés par nos collègues des Hauts de France.

Le service de remplacement :

Le métier de secrétaire de mairie est une profession en pleine mutation nécessitant de surcroît une grande polyvalence et une grande autonomie. Cet itinéraire de formation dont le financement est assuré par la Région des Hauts de France permet aux demandeurs d'emploi d'acquérir des compétences professionnelles et des connaissances générales sur l'environnement de la fonction publique territoriale.

Ainsi 2 formations de secrétaires de mairie se sont déroulées : à Isbergues au printemps dernier et celle en cours qui s'est terminée fin janvier organisée sur le territoire de la Communauté Urbaine d'Arras. 30 stagiaires ont ainsi pu être formés cette année.

2 sessions de formation secrétaire de mairie seront prévues cette année, en fonction des possibilités de financement par la région ou le CNFPT. Une enquête est en cours pour déterminer les secteurs géographiques d'intervention et ceci en fonction des besoins à satisfaire. (Sud du département et littoral sud)

Promotion de l'emploi public et données sociales :

Il convient d'attirer votre attention sur le guide utilisateur « emploi territorial » rédigé par le service du Centre de Gestion du Pas-de-Calais en charge de cette mission à savoir le service « Bourse de l'Emploi et Emploi Public ». C'est ce guide méthodologique qui accompagne les collectivités et établissements de France qui doivent déposer une offre d'emploi ou encore effectuer une déclaration.

De nombreux webinaires et ateliers ont également été mis en place sur les thématiques portant sur la PPR, période de préparation au reclassement ainsi que sur le CPF, compte personnel de formation. Le service accompagne également les collectivités dans la mise en œuvre de ces différents processus.

La campagne RSU 2021 a été particulièrement perturbée par les difficultés rencontrées par le CIG Grande Couronne. En sus de problèmes techniques, l'ajout de près de 70 indicateurs par la DGCL a compliqué le travail des collectivités et établissements pour le remplissage. Gageons que la campagne 2022 organisée cette année se déroulera dans des conditions normales, avec un lancement en mai 2023 pour une clôture à l'automne.

Le service devrait poursuivre le travail engagé et s'engage également dans le développement d'un socle de base de l'accompagnement à la mobilité des agents.

Enfin, le Centre de gestion continuera d'exercer et de présenter ses missions au plus près des collectivités et établissements en renouvelant sa campagne de rencontres des territoires en se rendant dans les 7 arrondissements du département. Un nouveau format destiné à présenter les missions optionnelles développées par nos services, tout en conservant une mission

d'information juridique sur les textes qui intéressent la fonction publique et enfin, une place plus importante aux questions réponses aux différentes interrogations des interlocuteurs.

L'archivage électronique et la mission socle numérique :

L'archivage numérique avait été identifié comme l'un des chantiers prioritaires du mandat. Un archiviste avec une spécialité numérique a donc été recruté en septembre 2022 pour le développement de cette mission. Le travail est donc engagé avec certaines communes et intercommunalités volontaires afin de dimensionner et de mettre en place une offre adaptée aux attentes de terrain.

Le passage dans la cotisation additionnelle de la mission Actes a créé un appel d'air et notre service UNI, Usages Numériques Informatiques, connaît une vague de demandes importantes qui les oblige à planifier les interventions nécessaires à l'installation logiciel et à la formation tant du personnel territorial que des élus.

Au niveau du RGPD, il a été procédé au recrutement par contrat d'un agent afin de pallier au départ du précédent occupant du poste. Cette mission dévoreuse de temps continue de proposer son offre de service dans le département avec en relais les intercommunalités. Cette mission a également fait l'objet d'un changement de financement par son passage également dans l'additionnelle.

Enfin, le service s'est inscrit dans le processus « mairie connectée » qui permet aux collectivités de moins de 2 000 habitants de se doter d'un appui technique et logistique en matière d'informatique avec la fourniture d'une adresse mail et d'un nom de domaine, d'une page internet, d'un certificat de signature électronique, de bénéficier d'une sauvegarde externalisée de 40 GO et d'un dossier partagé de 5 GO, ainsi qu'un accès à la plateforme de téléservice régionale « Démarches simplifiées ».

4. LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023

Tout en maîtrisant nos dépenses de fonctionnement, afin de préserver notre capacité d'investissement et de pérenniser un service public de qualité, nous devons nous attacher à renforcer les liens avec les collectivités et établissements en développant des services à leur destination et répondant à leurs attentes. L'optimisation et la simplification des échanges, la modernisation de l'image et de l'identité visuelle du Centre de Gestion participe à ce que notre établissement apparaisse aux yeux des employeurs territoriaux, comme le partenaire de proximité privilégié et comme un véritable prestataire de services.

Dans ce contexte, les orientations budgétaires proposées sont les suivantes :

- La poursuite et le renforcement des missions du Centre de Gestion
- L'optimisation et la simplification des échanges avec les collectivités
- La valorisation de la notion de proximité et d'expertise

Sur les orientations budgétaires 2023, compte tenu du contexte financier des collectivités, les taux de cotisations obligatoires du socle commun ont été reportés. Cependant le taux de la cotisation additionnelle passe de 0.50 % à 0.45 % au 01^{er} janvier 2023. Nos orientations budgétaires 2023 traduisent la volonté du Centre de Gestion d'être à l'écoute des collectivités, de toujours vouloir renforcer les actions à leur destination, tout en maîtrisant les dépenses de fonctionnement et ainsi assurer un équilibre budgétaire.

Le Centre de Gestion poursuit ses missions au plus près des collectivités territoriales. Il doit s'adapter aux changements induits par les nouvelles dispositions issues de la loi du 06 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique, pour être plus proche des enjeux liés aux territoires et aux réformes à venir.

Le DOB est donc un moment clé du processus de préparation budgétaire. Il a cette vertu de nous projeter et de mettre au débat nos actions afin d'explorer les politiques publiques conduites et d'envisager les nouveaux projets à mener.

Le DOB 2023 s'inscrit dans une continuité temporelle que les budgets précédents ont mis en exergue. Nous réaffirmons que la crédibilité d'une stratégie budgétaire et financière se construit dans la durée, à travers la poursuite inlassable d'objectifs de bonne et saine gestion.

4.1 La maîtrise des dépenses de fonctionnement

Les efforts de maîtrise des effectifs nous ont permis de freiner l'évolution de notre masse salariale. Le Centre de Gestion s'est engagé sur cette voie, avec notamment un redéploiement de certains effectifs sur d'autres missions ou de nouvelles missions. La mobilité interne est donc privilégiée quand cela est, bien entendu, possible.

De même, l'absentéisme est également au sujet de nos préoccupations. Le service Ressources humaines en liaison avec le service Assurances Statutaires, dresse chaque année un tableau de l'absentéisme au Centre de Gestion, afin de pouvoir identifier non seulement les causes, mais également de pouvoir apporter des solutions et ceci en relation avec le service de médecine professionnelle et préventive.

Comme vous pourrez le constater plus après dans les documents, nos charges de personnel augmentent au chapitre 012 de 694 629 euros. Les charges de personnel représentent 66 % des dépenses de fonctionnement du CDG et constituent donc notre principale dépense.

De même, mais cette fois ci en recettes, au niveau du chapitre 013, Atténuation de charges, nous observons une augmentation en valeur, sur la période 2021-2022 de 612 843 euros. En effet, les charges de personnel proviennent pour

une part conséquente aux personnels pris en charge par notre établissement en 2022 et sont compensées en recettes par les remboursements des collectivités qui ont procédé aux suppressions d'emplois selon le dispositif FMPE. A noter également le service de remplacement issu des formations secrétaire de mairie, une moyenne de placement de 12 agents par mois, est observé sur ce service.

Un travail de fonds est actuellement réalisé par les services sur les aspects comptables, et notamment sur la comptabilité analytique. La finalité de l'exercice étant d'arriver à trouver l'équilibre entre le coût du service supporté par le Centre de Gestion et les contributions des collectivités et établissements nécessaires à son financement.

Pour 2023, le budget qui vous sera présenté prochainement se doit d'intégrer les mesures présentées ci-dessus, afin de tenir compte de nos obligations légales, mais également du renforcement et du développement de nos missions.

4.2 Les dépenses d'investissement

En terme d'investissement, la principale orientation proposée est de poursuivre la réhabilitation de 2 ateliers, selon le programme qui a été présenté au Conseil d'Administration, en collaboration avec Territoires 62.

Réhabilitation afin d'accueillir les agents toujours en poste dans les locaux situés au 220 avenue de la libération (ancien siège) ; mais également de pouvoir disposer de salles modulables pour les concours ou les services du Centre de Gestion qui en feront la demande. C'est ainsi un peu plus de 1 000 m² de surface supplémentaire, dont l'établissement disposera pour l'exercice et l'organisation de ses missions avec bien entendu, un travail sur l'accès au bâtiment et les abords (et plus particulièrement le stationnement).

Bien entendu, les locaux de la médecine professionnelle et préventive de Boulogne-sur-Mer ont fait l'objet de travaux, permettant le déploiement du service dans des conditions optimales de travail et d'accueil des agents.

Bien évidemment, nous continuons également de porter nos efforts sur la qualité de nos échanges avec les collectivités et établissements, en élargissant notre offre dématérialisée.

La téléphonie fera également l'objet de notre attention cette année. Le standard téléphonique et les postes seront changés en ce début d'année. Ce changement permet aux agents de disposer, dans le cadre du télétravail mis en place par notre établissement, d'un accès téléphonique par l'intermédiaire de leur PC. Cette opération est neutre pour l'utilisateur qui sera automatiquement mis en liaison avec le poste ou le service concerné.

5. EVOLUTION PREVISIBLE DES EFFECTIFS AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Au niveau des effectifs, il est prévu le recrutement sur des postes existants ou la création des emplois suivant :

- 1 infirmier pour la médecine professionnelle de Boulogne sur Mer
- 1 conseiller juridique statutaire
- 1 gestionnaire dépenses pour le service financier
- 1 secrétaire médicale pour la médecine professionnelle de Lens
- 1 Médecin pour la médecine professionnelle de Lens
- 1 infirmier pour la médecine professionnelle de Lens


Au niveau des départs :

- 1 départ en retraite pour invalidité au service archive documentation
- 1 départ en retraite au 01/03/2023 au service gestion des carrières
- 1 départ en retraite pour le service en charge de la gestion des droits syndicaux
- 1 départ en retraite au service concours

Il est important de rappeler que les départs d'agents ne font pas l'objet d'un remplacement systématique. En effet, avant de décider d'un recrutement, le CDG étudie toutes les possibilités de mobilité interne et les adaptations dans l'organisation du travail. Ainsi, le recrutement d'un gestionnaire assurance statutaire – protection sociale complémentaire a été pourvu par la reclassement en interne d'un de nos agents.

Par ailleurs nos services opèrent un toilettage du tableau des effectifs qui sera soumis à approbation du Conseil d'administration.

TABLEAU DES EFFECTIFS AU 31 12 2022

Groupe hiérarchique																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																	
---------------------	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

114 agents permanents dont 27 placés en congés pour raisons de santé, en disponibilité, en détachement ou FMPE